

APPEL ISSU DES 9ÈMES RENCONTRES NATIONALES DU TRAVAIL SOCIAL EN LUTTE

Ce week-end des 8 et 9 octobre 2022 a permis de regrouper des étudiant.es, salarié.es du public comme du privé, syndiqué.es, non syndiqué.es, issus de 27 départements. Nous nous sommes réunis lors des 9èmes Rencontres nationales du travail social en lutte à Aubervilliers (93). Nous appelons nos collègues à nous rejoindre dans la mobilisation.

Que ce soit dans le social ou dans d'autres secteurs, le constat est le même : la colère monte. Les dernières mobilisations historiques nous permettent de confirmer que les salarié.es et étudiant.es de l'ensemble du secteur sont prêt.es à se rendre visible en prenant la rue.

Les organisations patronales, main dans la main avec le gouvernement, détruisent nos conditions de travail, d'accompagnement et de vie. Les collègues y perdent le sens du métier, et continuent d'être précarisé.es ; à cela se rajoute les dérives de la sous-traitance. Nous dénonçons la duplicité des organisations patronales de notre secteur qui, alors qu'elles appellent à se mobiliser, refusent lors des négociations l'extension des 183 € à l'ensemble des professionnel.les.

Le patronat institue la dévalorisation des métiers majoritairement féminins, 9 salarié.es du social sur 10 sont des femmes. Nous ne sommes pas dupes de la non reconnaissance de nos métiers en matière de qualification et de salaires. Nous réaffirmons que notre secteur est lié aux luttes féministes.

Face à ce contexte dégradé, nous exigeons **l'octroi immédiat du Ségur à l'ensemble des salarié.es du secteur** quels que soient les métiers ou fonctions, public comme privé, et **l'augmentation de nos salaires d'au moins 300€ et indexé sur l'inflation**. Une convention collective ne doit pas être négociée au rabais, nous **défendrons coûte que coûte nos droits**. Nous **exigeons un accueil décent en stage et un véritable statut de travailleur.euse du secteur social en formation pour les étudiant.es**. Nous **défendrons la solidarité face à la marchandisation** du secteur qui tente de nous mettre en concurrence par le biais, entre autre, des appels à projet. Nous **exigeons des moyens humains et financiers** à hauteur des besoins pour l'ensemble de nos revendications et pour la population. Nous **refusons d'être un outil de contrôle social**, nous dénonçons l'évolution de l'éducatif vers le répressif et nous nous mobilisons pour un travail social émancipateur.

LES RENCONTRES NATIONALES DU TRAVAIL SOCIAL APPELLENT :

- **AU 29 NOVEMBRE PARTOUT EN FRANCE, ÉTUDIANT.ES, SALARIÉES DU PUBLIC COMME DU PRIVÉ. NOUS APPELONS À RECONDUIRE PARTOUT OÙ IL SERA POSSIBLE LA GRÈVE AU LENDEMAIN DU 29 NOVEMBRE.**
- **ET AU 2 FÉVRIER POUR UNE MONTÉE NATIONALE À PARIS.**

POUR QUE CES DATES SOIENT UNE RÉUSSITE, NOUS APPELONS À ORGANISER DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES, DES HEURES D'INFORMATIONS SYNDICALES PARTOUT OÙ C'EST POSSIBLE.

De plus, alors que l'inflation est telle que nous devons choisir entre se nourrir et se chauffer, le gouvernement et le patronat prévoient d'attaquer nos conditions de vie en s'en prenant de nouveau à nos retraites. Face à toutes ces attaques sectorielles et de société, la seule solution sera la convergence des luttes de l'ensemble des salarié.es.

Nous reliaerons autour de nous l'ensemble des initiatives, construirons et rejoindrons les différentes luttes sectorielles ou interprofessionnelles qui s'appuieront sur cette orientation.

ENVOYONS LE MESSAGE À NOS PATRONS ET FINANCEURS, NOUS SERONS PARTOUT OÙ ILS SERONT !

Liste des signataires : commob IDF, Le Social Déchaîné (59), Le social Castagne (07), Collectif Travail Social du Gard (30), les Broyés du social (86), collectif 51 des travailleurs sociaux, Le Social Brûle (13), collectif travail social 46, CAASOS (34), AG travail social en lutte Grenoble (38), Collectif TSMS 61, collectif travail social en lutte 44

Sud Santé Sociaux 29, 74, 13, 59, 12, 92, 07/26, 57, 86, 93, 69, 95/60, 44, 61, Sud arc ea, Sud la Bourguette (84), Sud conseil départemental du Nord, Fédération sud santé sociaux et sud collectivité territoriale

CGT ADDSEA (25), CGT ALGEII (46), CGT ASE 75, CGT Croix rouge Française, CGT Léopold Bellan, CGT Montjoie (72), CGT REMM (54), CGT Fouque (13), CGT CASVP (75), CGT CD 57, CGT Action Sociale 78, USD CGT 86 et CAS CGT 30, 91

FO UGECAM Bourgogne Franche-Comté, UNSA Nouvel Horizon (51) et CNT 44